

L'image des communautés d'exploitation du point de vue des conseillers et des enseignants

Anke Möhring et Iris Pulfer, Station de recherche Agroscope Reckenholz-Tänikon ART, Tänikon, CH-8356 Ettenhausen, E-mail: anke.moehring@art.admin.ch

La majorité des conseillers et des enseignants cantonaux ont un avis positif sur les communautés d'exploitation (CE). C'est ce qu'a montré une enquête réalisée en octobre 2007 auprès des centres de vulgarisation cantonaux et des écoles d'agriculture dans dix-huit cantons de Suisse alémanique.

Près de la moitié des personnes interrogées indiquaient vouloir s'intéresser de manière plus intensive aux formes de collaboration interexploitations, à l'avenir. Outre les avantages économiques qu'apporte une meilleure exploitation des capacités, les personnes interrogées considèrent que les points forts de la CE se situent notamment

sur le plan social, avec davantage de temps libre, le fait d'être moins lié à l'exploitation, ainsi que la réduction de la charge de travail.

Néanmoins, les personnes interrogées estiment que le potentiel de conflits humains est le principal facteur qui s'oppose à la CE.

Les informations sur les formes de collaboration entre les exploitations sont actuellement mises à disposition par des conseillers et des enseignants qui s'occupent principalement de questions d'économie d'entreprise. Ce groupe de personnes possède donc des connaissances nettement plus élevées sur la CE, ainsi que des expériences

plus fournies en ce qui concerne les conseils relatifs aux CE que le groupe de référence, dont l'information recouvre d'autres domaines spécifiques.

On a constaté qu'il existait un lien positif entre les connaissances disponibles et la disposition à recommander la création d'une CE. L'estimation de l'utilité d'une CE dépend elle aussi de l'ampleur des connaissances. C'est pourquoi la vulgarisation et l'enseignement chercheront à l'avenir à trouver des solutions pour développer les connaissances sur la collaboration interexploitations ou pour structurer l'information afin de mieux répondre à la demande.



Fig. 1: La pratique montre que l'intérêt pour la coopération interexploitations va croissant. (Photo: P. Kyburz, Agridea Lindau)

Sommaire	Page
Problématique	2
Méthode	2
Les questions de coopération font partie des informations proposées	3
Résultats relatifs aux connaissances et à l'image de la CE	4
Conclusions	7
Bibliographie	8



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de
l'économie DFE

Station de recherche
Agroscope Reckenholz-Tänikon ART

Problématique

Dans le cadre du projet «Formes de développement et de coopération dans l'agriculture», la station de recherche Agroscope Reckenholz-Tänikon ART a analysé de manière approfondie les facteurs qui favorisent ou freinent la réussite des formes de coopération, notamment des communautés d'exploitation. Après qu'une enquête menée auprès des responsables des CE ait montré que le taux de satisfaction humain et économique était très élevé (Pulfer et al. 2006), il restait à trouver pourquoi si peu de chefs d'exploitation se décident pour une coopération interexploitations sous cette forme. Il est évident que le regard que les chefs d'exploitation impliqués portent «de l'intérieur» sur leur forme de coopération n'est pas le même que le regard que portent les personnes non impliquées «de l'extérieur». Dans le but d'aborder cette question plus en détails, une nouvelle enquête a été lancée afin d'étudier l'image des communautés d'exploitation. L'enquête a d'abord eu lieu auprès d'un groupe représentatif de paysans et de paysannes, ainsi qu'auprès d'un groupe d'élèves appartenant aux écoles de chefs d'exploitation (Pulfer 2007a). Enfin, un groupe de conseillers et d'enseignants a également été interrogé. L'objectif était de faire le point sur les expériences, l'état d'esprit et le niveau de connaissances de ce groupe professionnel sur le thème de la collaboration dans l'agriculture pour savoir si et comment les enseignants et les conseillers exercent une influence sur la façon dont les agricultrices et les agriculteurs se forment une opinion en la matière.

Méthode

Image – qu'est-ce que c'est?

L'image est un facteur qui détermine l'opinion globale d'une personne par rapport à un objet (Fichter 2006, S. 12). L'image correspond donc également à la représentation mentale qu'une personne se fait d'un objet. Cela comprend tout ce que la personne sait de l'objet, ce qu'elle croit, s'imaginer et associe à ce sujet (Kotler et Bliemel 2001, p. 888).

Avec quoi l'image a-t-elle été mesurée?

Un questionnaire de huit pages a servi à mesurer l'image et les connaissances sur la CE. Les différentes unités du document sont basées sur le questionnaire de mesure d'image de l'Université Erlangen-Nuremberg, initialement développé par le Prof. Dr Klaus Moser pour le domaine du Precision Farming (Sautner 2007).

L'image a été évaluée à partir des réponses aux trois déclarations suivantes:

1. «Je considère la CE comme positive.»
2. «Une CE n'a en fait que des avantages.»
3. «Une CE est utile.»

L'ampleur des réponses positives a été mesurée sur l'échelle de Likert de 0 à 4.

En additionnant les trois déclarations, on obtient une valeur comprise entre 0 et 12. Plus la valeur est élevée, plus l'image de la CE est positive.

Différents points du questionnaire ont également montré dans quelle mesure les conseillers et les enseignants jugent les forces et les faiblesses de la CE, ainsi que l'utilité de cette forme de coopération.

Qui a été interrogé?

Fin septembre 2007, 332 questionnaires ont été envoyés à tous les conseillers et enseignants des centres de vulgarisation cantonaux et des écoles d'agriculture dans 18 cantons de Suisse alémanique. Un total de 150 questionnaires a été renvoyé, ce qui représente un taux de retour de 45 %. L'âge moyen des personnes interrogées est de 44 ans, leur expérience moyenne du métier de 15 ans.

La répartition cantonale des personnes ayant répondu représente relativement bien l'échantillon total. Il faut toutefois signaler que le pourcentage des femmes ayant répondu, soit 13 %, est en dessous de la part des femmes dans l'échantillon total, qui est, elle, de 20 %. Les femmes sont donc légèrement sous-représentées.

Environ 28 % des personnes interrogées exercent également la profession d'agriculteur ou d'agricultrice en plus de leur fonction de conseiller et conseillère ou d'enseignant/e. Parmi eux, 19 % font partie d'une CE. Environ deux tiers des personnes interrogées enseignent ou conseillent sur les questions d'économie d'entreprise (tab. 1). Par la suite, pour la mise en valeur des résultats, on distinguera deux groupes: le groupe «Economie d'entreprise» avec 94 conseillers et enseignants ayant répondu et le groupe «Autres domaines» avec 55 réponses.¹

La majorité des conseillers et des enseignants interrogés ne se concentrent pas seulement sur un domaine d'activité particulier. De nombreux conseillères et conseillers transmettent en outre leur savoir en tant que membre du corps enseignant dans la formation agricole. Certains occupent également des fonctions de direction ou sont familiers des tâches administratives ou encore participent à l'exécutif. Malgré tout, l'activité de conseil reste dominante avec une part d'environ 50 % (fig. 3).

¹ Il est tout à fait possible que certaines personnes appartenant au groupe «Economie d'entreprise» conseillent également dans d'autres domaines. Par contre, on peut exclure le fait que des personnes appartenant au groupe.



Fig. 2: Les enseignants contribuent également à présenter aux jeunes chefs d'entreprise les potentiels du développement coopératif. (Photo: Agroscope ART)

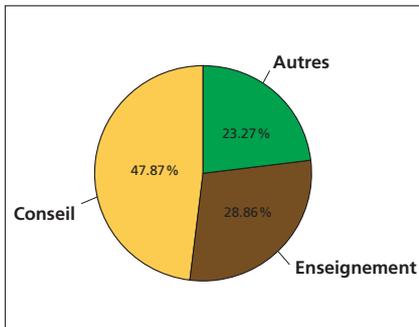


Fig. 3: Points forts de l'activité des personnes interrogées.

Les questions de coopération font partie des informations proposées

En fonction de l'orientation professionnelle, les expériences des conseillers et des enseignants spécialisés dans l'économie d'entreprise sont très différentes de celles des personnes interrogées appartenant à d'autres domaines (tab. 2). Les économistes ont déjà conseillé en moyenne 13 CE et accompagné 2,5 dissolutions de CE. Pour les membres du second groupe, ces chiffres sont significativement plus bas. Au total, seules 12 personnes (appartenant toutes au groupe «Economie d'entreprise») ont déclaré avoir effectué plus de 20 programmes de conseil aux CE jusqu'ici. A l'époque de l'enquête, 43% des enseignants spécialisés dans l'économie d'entreprise s'occupaient de conseiller une CE, tandis que ce pourcentage n'était que de 13% chez les autres experts.

La figure 4 présente les expériences réunies par rapport à différentes formes de coopération pour les deux groupes. Trois niveaux ont été distingués :

«Part fixe de l'offre d'information» signifie que la personne interrogée est régulièrement confrontée avec cette forme de coopération dans le cadre du conseil et de l'enseignement. On distingue également les niveaux «Peu d'expérience» et «Aucune expérience». Comme on pouvait s'y attendre, les conseillères et conseillers en économie d'entreprise possèdent plus d'expérience que leurs collègues spécialisés dans d'autres domaines. Les coopérations verticales font exception (par exemple entre agriculteurs et transformateurs).

Dans l'ensemble, la place des coopérations semble plutôt modeste, car dans les deux groupes et toutes formes de coopération confondues, une majorité de personnes ne possède pas ou peu d'expérience. En ce

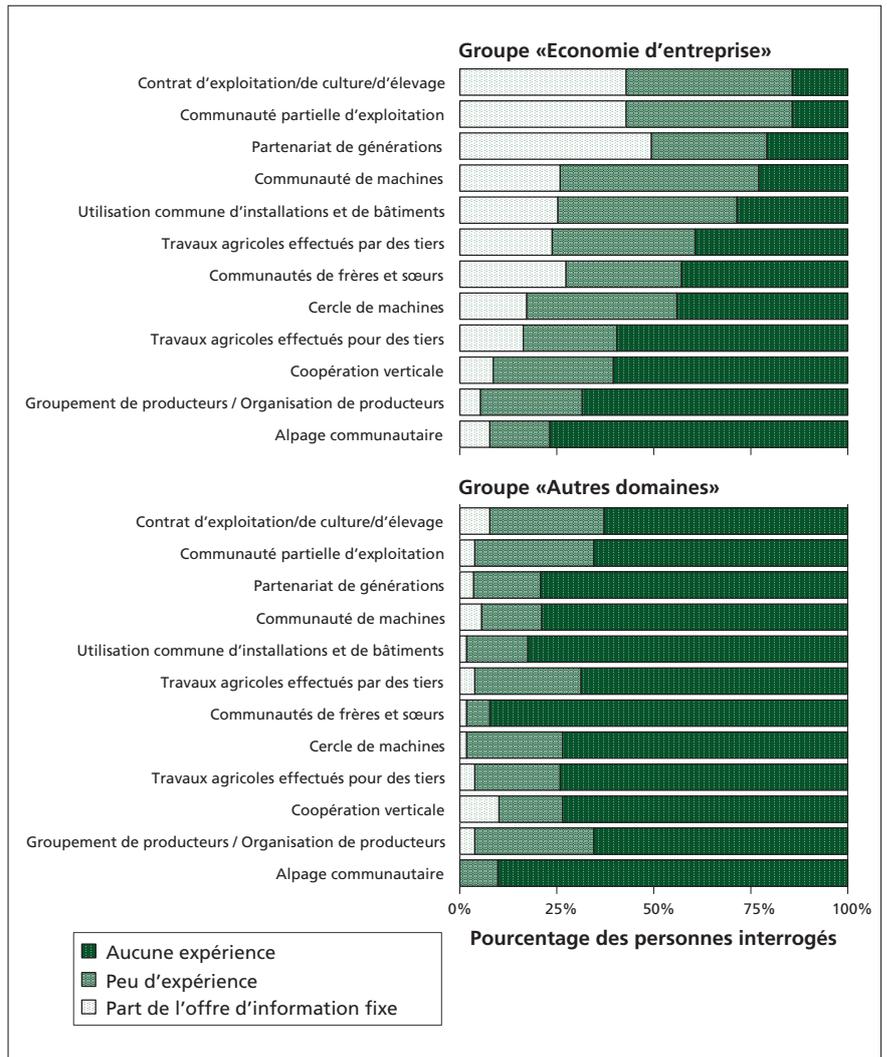


Fig. 4: Expérience des personnes interrogées avec d'autres formes de coopération jusqu'ici.

Tab. 1: Groupes d'échantillons et tailles

	Groupe «Economie d'entreprise»	Groupe «Autres domaines»	Total
Domaines	Economie d'entreprise, investissement/ financement, questions juridiques, coopération interexploitations	Production animale, constructions, technique agricole, cultures spéciales, agriculture biologique, grandes cultures, cultures fourragères, protection phytosanitaire/fumure, questions sociales, économie familiale et famille, agrotourisme, commercialisation directe, autres	
Nombre de questionnaires remplis	94 (63%)	55 (37%)	150 (100%)

Tab. 2: Nombre moyen de conseils aux communautés d'exploitation et de dissolutions de CE par personne interrogée

	Groupe «Economie d'entreprise»		Groupe «Autres domaines»		t-value	Degré de liberté
	Moyenne	Ecart-type	Moyenne	Ecart-type		
Nombre de conseils aux CE	13.30	16.84	2.46	5.07	-4.02***	123
Nombre de dissolutions de CE	2.53	4.55	0.32	0.93	-2.97***	111

Explication: *** $p \leq 0.001$; ** $p \leq 0.01$; * $p \leq 0.05$, sachant que: 0.001=très significatif; 0.01=significatif; 0.05=à peine significatif

qui concerne les spécialistes en économie d'entreprise, ces résultats sont étonnants, sachant que les formes de coopération comme les communautés de machines sont très importantes en nombre en Suisse et que cela recouvre aussi la demande ou l'exécution de travaux en régie. Les groupements de producteurs ou les alpages communautaires semblent être dans l'ombre puisque près de 90% des personnes interrogées avouent n'avoir pas ou peu d'expérience les concernant. Plus des trois quarts des personnes spécialisées dans d'autres domaines déclarent n'avoir eu jusqu'ici aucune expérience personnelle avec les formes de coopération citées. Interrogées en général sur leur opinion relative à la coopération dans l'agriculture, la moitié des personnes ont indiqué vouloir s'occuper de la question à l'avenir. Un quart est d'accord que le besoin d'information va s'accroître.

Les conseillers et les enseignants prévoient surtout une augmentation de la demande d'information dans les formes de coopération, dont le but est de déléguer certaines activités de production (fig. 5). Les contrats d'exploitation, de culture et d'élevage en sont un exemple, de même que l'exécution par soi-même ou la délégation des travaux en régie. Les personnes interrogées estiment également que le besoin d'information va augmenter en ce qui concerne les communautés partielles d'exploitation ou les communautés de convenance, dont font également partie les communautés de machines et les formes d'utilisation commune des bâtiments et des installations. Les enseignants spécialisés dans l'économie d'entreprise pensent que les futurs besoins seront encore plus élevés.

Résultats relatifs aux connaissances et à l'image de la CE

Image des communautés d'exploitation

Plus de 70% des conseillers et des enseignants estiment que l'image des CE est positive (fig. 6). Cela signifie que la valeur qui sert à mesurer l'image est supérieure à 6, sur une échelle allant de 0 à 12. La moyenne des deux groupes (spécialistes en économie d'entreprise et spécialistes dans d'autres domaines) est de 7. Il n'existe donc pas de différence significative entre les deux moyennes. La répartition des valeurs mesurées autour de la moyenne laisse apparaître

une amplitude de variation plus large chez les personnes spécialisées dans l'économie d'entreprise.

60% des personnes interrogées, ce qui est considérable, indiquent avoir déjà recommandé une fois une CE. Trois quarts se sont exprimés de manière positive sur la CE récemment et seuls 15% ont déclaré avoir donné un avis négatif sur la CE durant la même période.

Toutes les personnes interrogées considèrent que les avantages de la CE résident dans les facteurs suivants: davantage de temps libre et lien moins rigide avec l'exploitation (94%), économie de coûts fixes grâce à une meilleure exploitation des capacités (90%), augmentation de la productivité et réduction de la charge de travail (80%); cf. figure 7. Les facteurs économiques comme l'augmentation des gains, l'accélération de la

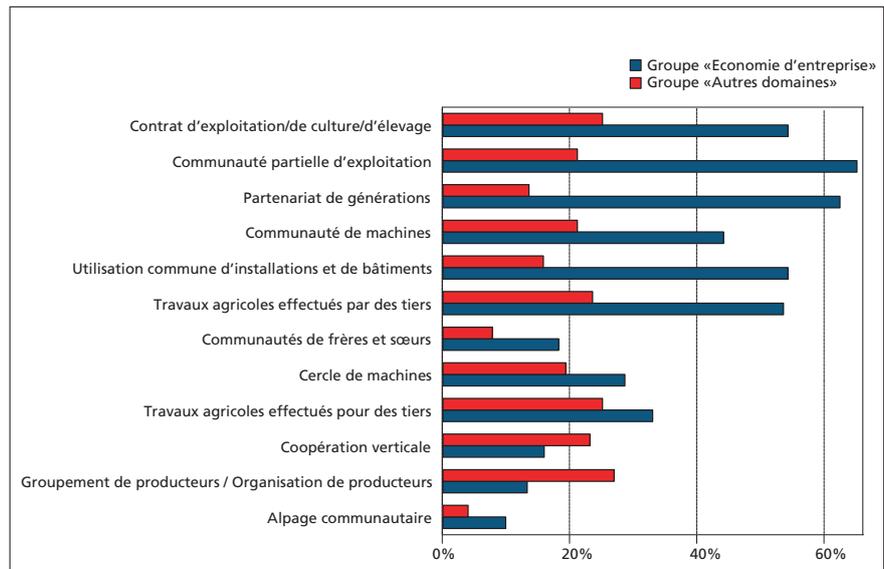


Fig. 5: Evaluation par les personnes interrogées des formes de coopération qui feront partie de leur offre d'information à l'avenir.

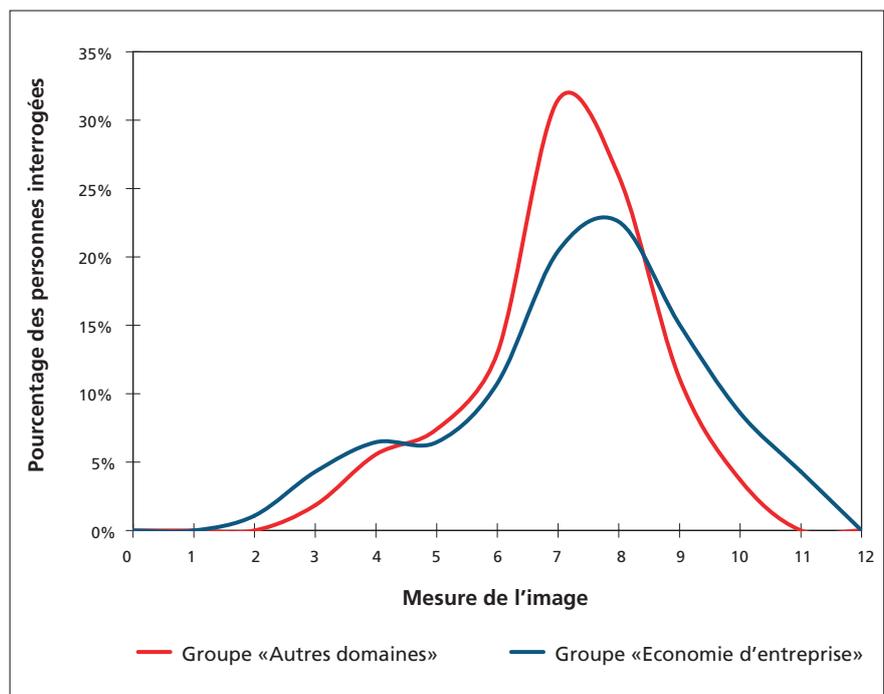


Fig. 6: Image des communautés d'exploitation. (Groupe «Economie d'entreprise» M=7.3; SD=2.04; n=93; Groupe «Autres domaines» M=7.1; SD=1.51; n=54, t=-0.71; df=145; p>0.05)

croissance et la garantie de l'existence sont cités moins fréquemment (< 75 %). Les conseillers et les enseignants considèrent que les principaux inconvénients de la CE sont surtout le potentiel de conflits humains (97 %), la dépendance par rapport au partenaire (65 %), les incertitudes qui pèsent sur le résultat économique ainsi que les erreurs lors de l'établissement du contrat (environ 50 %); cf. figure 8.

Connaissances relatives aux communautés d'exploitation

Origine des connaissances

Du point de vue des personnes interrogées, les meilleures sources d'information sur les communautés d'exploitation sont:

1. les collègues et les autres spécialistes,
2. les agriculteurs/trices,
3. la presse agricole spécialisée.

Plus de 80 % des conseillères et conseillers cherchent à entrer en contact avec des collègues et des agriculteurs/trices pour s'informer sur la CE (fig. 9). Plus de la moitié recherche également des informations supplémentaires dans la presse agricole spécialisée ou dans le cadre de formations continues, proposées par exemple par la centrale de vulgarisation Agridea.

Ampleur des connaissances

Afin de mieux évaluer l'ampleur des connaissances des conseillers et des enseignants, on a demandé aux personnes interrogées d'estimer leur niveau de connaissances en liaison avec sept aspects différents relatifs à la CE. On obtient ainsi une échelle de 0 à 14, sachant que 0 signifie que la personne ne dispose d'aucune connaissance et que 14 représente le niveau de connaissances le plus élevé. Cet exercice confirme que les spécialistes en économie d'entreprise considèrent qu'ils en savent beaucoup sur la CE (fig. 10). Les conseillères et conseillers qui ne savent rien ou peu sur la CE, appartiennent exclusivement au groupe des autres spécialistes. La moyenne du groupe «Economie d'entreprise» est donc de 12 et celle de l'autre groupe de 6.

Presque tous les conseillers et enseignants ont une idée de ce qu'est la CE et en connaissent l'objectif (fig. 11). 90 % des spécialistes en économie d'entreprise et plus de 50 % des autres spécialistes estiment avoir des connaissances générales très élevées sur la CE et ses objectifs. Les connaissances plus spécifiques, par exemple sur les règlements financiers, les paiements directs et les conditions formelles et légales sont par

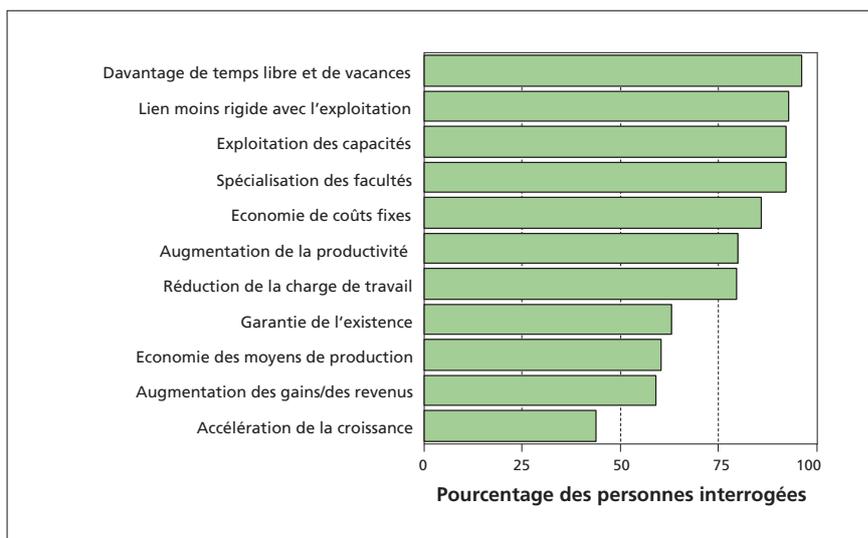


Fig. 7: Points perçus comme points forts de la CE.

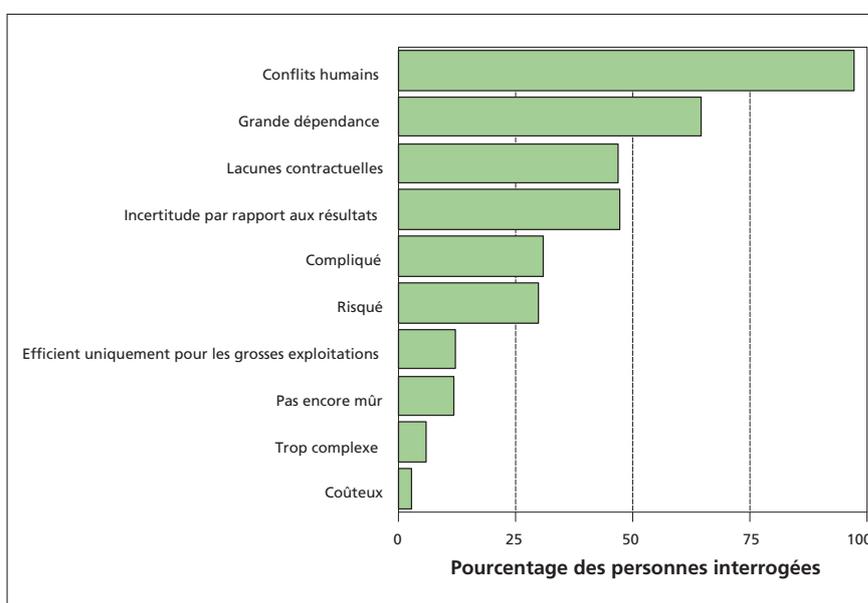


Fig. 8: Points perçus comme points faibles de la CE.

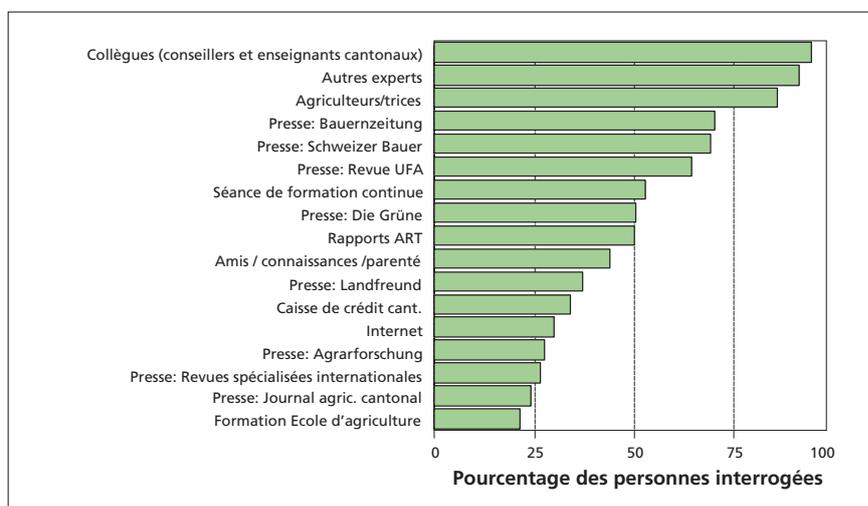


Fig. 9: Origine des connaissances sur les communautés d'exploitation.

contre moins développées, également chez les conseillers et enseignants spécialisés dans l'économie d'entreprise. Seules 60–70 % des personnes interrogées estiment bien connaître ces questions. Le déficit le plus important touche les conditions de dissolution. Seule la moitié des spécialistes en économie d'entreprise en sait beaucoup à ce sujet.

Globalement, l'ampleur des connaissances dans ce contexte dépend des rapports positifs suivants (statistiquement significatifs):

- Spécialisation sur des thèmes d'économie d'entreprise – oui/non ($r_s=0.73$, $p\leq 0.01$, $n=149$)
- Nombre élevé de conseils aux CE ($r_s=0.63$, $p\leq 0.01$, $n=125$)
- Nombre élevé de dissolutions de CE ($r_s=0.50$, $p\leq 0.01$, $n=113$)
- Un conseil de CE en cours actuellement – oui/non ($r_s=0.46$, $p\leq 0.01$, $n=148$)
- Importante expérience dans le conseil d'autres formes de coopération ($r_s=0.60$, $p\leq 0.01$, $n=148$)
- Formation: études – oui/non ($r_s=0.31$, $p\leq 0.01$, $n=150$)

Relation entre connaissances et opinion

Il est intéressant de constater que les conseillers et enseignants ont davantage tendance à recommander la fondation d'une communauté d'exploitation plus leurs connaissances en la matière sont élevées ($r_p=0.24$, $p\leq 0.01$, $n=144$, Tab. 3). Cette constatation vient corroborer les résultats de l'enquête réalisée auprès des agriculteurs/trices et des élèves des écoles de chefs d'exploitation, selon laquelle les connaissances disponibles sont liées à l'intention de fonder une CE (Pulfer 2007a). Tandis qu'on peut observer une relation positive avec l'image mesurée dans le groupe des spécialistes en économie d'entreprise ($r_p=0.21$, $p\leq 0.05$, $n=93$), ce lien n'a pu être mis en évidence dans l'autre groupe. Dans ce dernier, les connaissances relatives à la CE semblent influencer l'opinion que l'on a de l'utilité d'une telle forme de coopération ($r_p=0.37$, $p\leq 0.01$, $n=54$). Statistiquement, on ne peut pas exclure le fait que l'opinion sur l'utilité de la CE influence elle aussi le niveau de connaissances. Le sens inverse est cependant plus probable: plus les connaissances sont larges, plus les conseillers et les enseignants qui ne s'occupent que de manière marginale de la coopération interexploitations sont persuadés de l'utilité d'une CE.

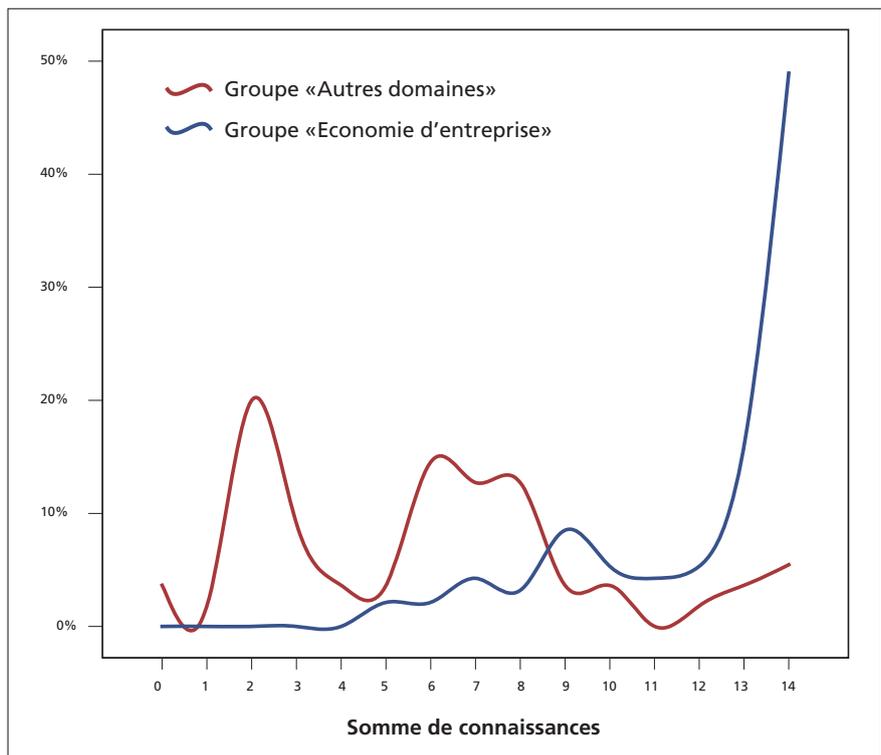


Fig. 10: Somme des connaissances sur les communautés d'exploitation. (Groupe «Economie d'entreprise»: $M=12.1$; $SD=2.56$, $n=94$; Groupe «Autres domaines» $M=5.9$; $SD=3.70$, $n=55$, $t=11.99$; $df=147$; $p\leq 0.001$)

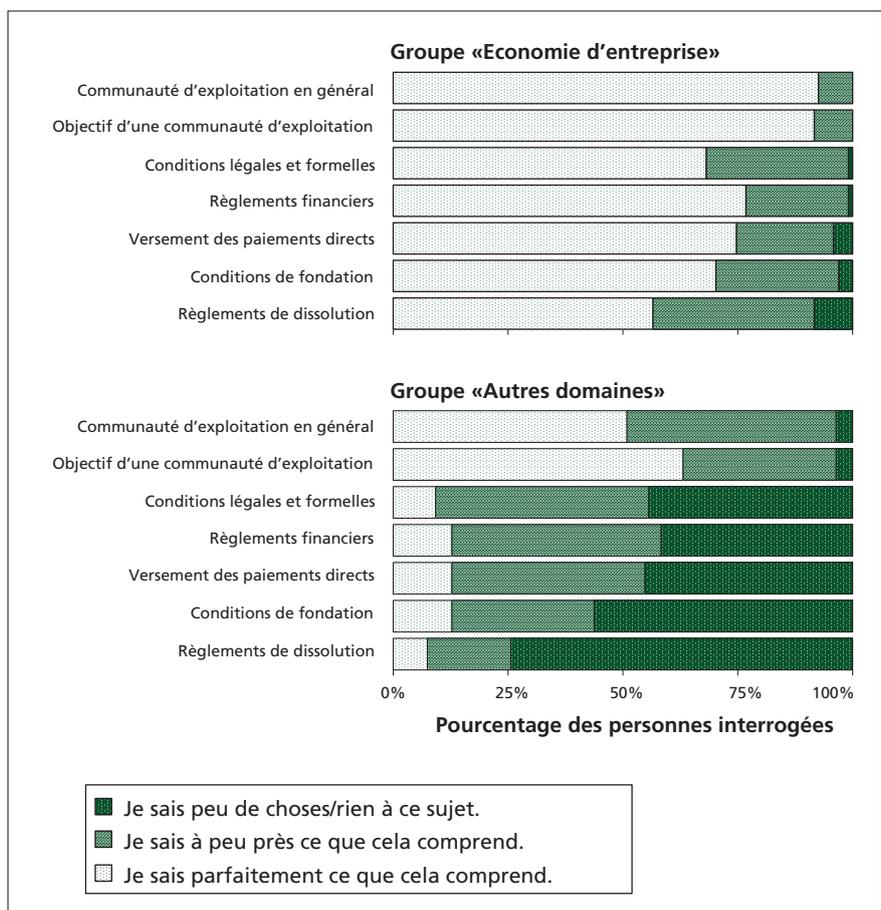


Fig. 11: Ampleur des connaissances des conseillers et des enseignants sur les aspects spécifiques de la communauté d'exploitation.



Fig. 12: Indépendamment de leur spécialisation professionnelle, l'image que les personnes interrogées ont des communautés d'exploitation est en majorité positive.

(Photo: Agroscope ART)

Conclusions

L'opinion des spécialistes interrogés par rapport aux formes de coopération est en majorité positive. Que la personne s'occupe intensément de la question au quotidien ou non ne joue aucun rôle.

Les résultats de l'enquête montrent également que les personnes interrogées citent des raisons économiques comme avantages d'une CE, mais surtout des motivations d'ordre social. L'allègement de la charge de travail avec davantage de temps libre et de vacances, un lien moins rigide avec l'exploitation sont les thèmes de premier plan.

Les connaissances des personnes interrogées sur la CE sont d'autant plus élevées qu'elles informent et conseillent fréquemment les agriculteurs sur les questions de coopération interexploitations. Comme les conseillères et conseillers spécialisés dans l'économie d'entreprise travaillent davantage dans ce domaine, leurs connaissances sont plus approfondies que celles de leurs collègues spécialisés dans d'autres domaines. Il n'empêche que de nombreux spécialistes de l'économie d'entreprise ne possèdent pas ou peu d'expérience de conseil relative à la CE. Ce phénomène s'explique par le petit nombre de CE qui existent actuellement en Suisse. Seuls sept des dix-huit cantons interrogés ont plus de 20 CE. Certains cantons (AI, GL, SH, UR) comptent même moins de cinq CE (Möhring 2007). On peut donc se demander si la vulgarisation à l'échelle cantonale est en mesure de garantir un conseil de haute qualité sur la question.

Il faut également tenir compte du fait que près de 50 % des conseillers et enseignants spécialisés dans l'économie d'entreprise admettent ne savoir que peu de choses sur la dissolution des CE. C'est également dû au petit nombre de dissolutions de CE rencontré par les conseillers au quotidien. Toutefois, les conseillers et les enseignants devront accorder plus d'importance à ce point à l'avenir, car le règlement de la dissolution devrait constituer un point capital à négocier dès la fondation de la CE. Par ailleurs, des exemples de dissolution peu nombreux et souvent mauvais donnent une image négative en vue d'autres projets de coopération (cf. Pulfer 2007b et Özlem et al. 2007).

Sachant que les enseignants et les conseillers interrogés partent du principe que le besoin de conseil va aller croissant en ce qui concerne la coopération interexploitations et que, heureusement, cette estimation

Tab. 3: Rapports (coefficients de corrélation Pearson) entre l'ampleur des connaissances et l'opinion sur les communautés d'exploitation

	Ampleur des connaissances		
	Echantillon total	Groupe «Economie d'entreprise»	Groupe «Autres domaines»
La fondation d'une CE est recommandée	0.24**	0.23*	n.s.
Image	n.s.	0.21*	n.s.
Utilité pour l'exploitation	n.s.	n.s.	0.33**

Explication: *** $p \leq 0.001$; ** $p \leq 0.01$; * $p \leq 0.05$, sachant que: 0.001=très significatif; 0.01=significatif; 0.05=à peine significatif

Qu'est-ce qui s'oppose aux communautés d'exploitation?

Les conseillers et enseignants interrogés ont dû répondre à des questions fermées, mais ont également été confrontés à la question ouverte suivante: «Quelles sont les trois raisons qui sont plutôt opposées à une communauté d'exploitation?» Voici les principaux arguments indiqués en pourcentage des personnes interrogées (n=150).

1 ^{ère} raison		2 ^{ème} raison		3 ^{ème} raison	
Conflits humains	40 %	Conflits humains	9 %	Perte d'indépendance	13 %
Manque de compétences des chefs d'exploitation	9 %	Mentalité des agriculteurs et agricultrices	9 %	Mentalité des agriculteurs et agricultrices	7,5 %
Perte d'indépendance	7 %	Perte d'indépendance	8 %	Structure de l'exploitation	6,5 %
Mentalité des agriculteurs et agricultrices	6 %	Dépendance	8 %	Dépendance	5 %
Manque de partenaire approprié	5 %	Manque de compétences des chefs d'exploitation	6 %	Manque de compétences des chefs d'exploitation	5 %
Planification et préparation insuffisantes	5 %	Manque de partenaire approprié	6 %	Manque de partenaire approprié	4 %
Dépendance	4 %	Aucune possibilité d'amélioration économique	5 %	Nécessité d'investir	3 %
Divers	24 %	Divers	49 %	Divers	56 %

se recoupe avec les plans et les intentions des agricultrices et des agriculteurs, ils vont devoir proposer les informations correspondantes. Les deux groupes supposent que les formes d'outsourcing, ainsi que les communautés partielles d'exploitation ou les communautés de convenance vont prendre de l'importance à l'avenir (cf. Möhring et al. 2007).

Il serait donc nécessaire d'élargir les connaissances des conseillers et des enseignants ou éventuellement de les réunir sous la forme d'un conseil spécialisé intercantonal. Outre les particularités liées à l'économie, à la technique de production et à l'organisation de l'exploitation, les aspects juridiques ainsi que les aspects sociaux et psychologiques jouent un grand rôle. Si la vulgarisation et le conseil à l'échelle cantonale se montrent à la hauteur de cette mission complexe et proposent des informations et des conseils tournés vers la pratique, ils contribueront à faire de la coopération interexploitations une option concrète pour le développement de l'exploitation, que les agricultrices et les agriculteurs pourront envisager. Ce serait un bien notamment pour l'agriculture suisse et ses petites structures.

Bibliographie

Fichter Ch., 2006. Die Tube zählt mehr als die Zahnpaste. Zur Imageforschung. *Psychoscope*. Nr. 10.

Kotler P. et Bliemel F., 2001. *Marketing Management: Analyse, Planung und Verwirklichung*. Schäffer-Poeschl Verlag, Stuttgart.

Möhring A., 2007. Communautés d'exploitation. Des structures d'exploitation plus grandes et donc plus compétitives. Rapport ART 671, Station de recherche Agroscope Reckenholz-Tänikon ART, Ettenhausen.

Möhring, A., Lauber, S. et Anken, T. 2007. Importance de la collaboration entre exploitations agricoles dans l'agriculture suisse. Cours AGRIDEA no 1393/ Actualisation ART en économie agraire. 26. September 2007, ALP Posieux.

Özlem A., Morgenthaler L., Müller Y., Ritter N. et Zahnd D., 2007. *Bildungskriterien einer Bauern-Community*. Arbeitsbericht Universität St. Gallen. 18. Januar 2007.

Pulfer I., 2007a. L'image des communautés d'exploitation. Enquête réalisée auprès d'élèves des écoles de chefs d'exploitation



Fig. 13: La centrale de vulgarisation Agridea offre déjà aujourd'hui une plateforme permettant aux chefs d'exploitations d'échanger leurs expériences d'une région à l'autre.

(Photo: P. Kyburz, Agridea Lindau)

et d'un échantillon représentatif de paysans suisses allemands. Rapport ART 692, Station de recherche Agroscope Reckenholz-Tänikon ART, Ettenhausen.

Pulfer I., 2007b. Auswertung der Gruppendiskussion zur Wahrnehmung von Kooperationen. Internes Arbeitspapier.

Pulfer I., Möhring A. & Lips M., 2006. Enquête sur les communautés d'exploitation. Une forme de coopération à succès. Rapport ART 660, Station de recherche Agroscope Reckenholz-Tänikon ART, Ettenhausen.

Sautner S., 2007. Diffusionen von technologischen Innovationen. Diplomarbeit Universität Erlangen-Nürnberg.

Remerciements

Les autrices remercient tous les enseignants et les conseillers qui ont pris le temps de remplir le questionnaire. Elles remercient également Peter Kyburz (AGRIDEA) et Jennifer van der Maas (LBBZ Arenenberg) de leur collaboration pour l'adaptation du questionnaire.

Abréviations

CE	communauté d'exploitation
df	degré de liberté
M	moyenne
n	nombre de valeurs
n.s.	non significatif
p	niveau de signification
rp	coefficient de corrélation Pearson
rs	coefficient de corrélation Spearman
SD	écart-type
t	t-value

Impressum

Edition: Station de recherche Agroscope Reckenholz-Tänikon ART, Tänikon, CH-8356 Ettenhausen

Les Rapports ART paraissent environ 20 fois par an. – Abonnement annuel: Fr. 60.–. Commandes d'abonnements et de numéros particuliers: ART, Bibliothèque, Tänikon, CH-8356 Ettenhausen, Tél. 052 368 31 31, Fax 052 365 11 90, E-mail: doku@art.admin.ch, Internet: <http://www.art.admin.ch>
Les Rapports ART sont également disponibles en allemand (ART-Berichte). ISSN 1661-7576.

Les Rapports ART sont accessibles en version intégrale sur notre site Internet (www.art.admin.ch).